

Monsieur Thierry MALVAUX
4 Rue Fontaine Corbillon
51700 CHATILLON/MARNE

Reims, le 27 juillet 2015

JLD/DH/2015.07.27

Objet : Bezannes – Enquête Publique

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Dans le cadre de l'Enquête Publique concernant le projet de la Clinique Courlancy/Bezannes, je vous prie de trouver ci-joints les documents suivants complétés :

- Observations du public et réponses du Groupe Courlancy,
- Thèmes abordés par le Commissaire Enquêteur.

Vous en souhaitant bonne réception et restant à votre disposition,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire-Enquêteur, mes salutations distinguées.

Dr Jean-Louis DESPHIEUX
Président Directeur Général
Groupe Courlancy



+ courrier Reims Métropole

Observations du public et réponses du Groupe Courlancy

Remarque : les observations 2 et 3 ont également été transmises à Reims Métropole pour éléments de réponse.

1^{ère} observation

« L'étude d'impact sonore indique en page 111, que les équipements techniques prévus sont susceptibles de générer des non-conformités en seuil de dB. Nous sommes riverains et nous avons déjà eu le cas d'une entreprise qui présentait des équipements engendrant des nuisances sonores jour et nuit. Il est mentionné que le groupe Courlancy s'engage à livrer un équipement conforme par rapport au bruit engendré et va mettre en œuvre une étude afin de s'en assurer. Cette étude sera-t-elle rendue publique. »

Réponse du Groupe Courlancy :

Les équipements du bâtiment seront conformes à la réglementation acoustique spécifique aux établissements de santé en vigueur.

Une étude acoustique sera réalisée à la fin de la construction sur la base de l'environnement à la date de livraison.

Le Maître d'ouvrage s'engage à faire effectuer des mesures in situ à la réception aux fins de vérification de la conformité. Les mesures acoustiques seront validées par le contrôleur technique et le Conseil Haute Qualité Environnementale.

Ces études ne sont pas rendues publiques.

2^{ème} observation

« L'étude concernant les flux de circulation date de 2012. Depuis, des entreprises et des habitants ont pris leurs quartiers dans la zone. Aux heures d'arrivée dans les bureaux (matin) ainsi que de sortie des bureaux (midi/soir), il est fréquent, sur la rue Jean Monnet d'attendre 15/20 mn.

Pour accéder au rond-point Murigny : la voirie n'est déjà plus dimensionnée pour absorber les flux de circulation (habitat, travailleurs, voyageurs TGV). Le courrier de retour de R. Métropole fait état de mesures à ce sujet « à moyen / long terme » : peut-on avoir un calendrier plus précis ? Cela serait déjà d'actualité.

Des aménagements sur la voirie rue Louis Victor de Broglie seraient à prévoir : ralentisseurs ? Zone 30. Les véhicules y roulent déjà très vite, ou virage dangereux à 50 km/H ».

Réponse du Groupe Courlancy :

Cf courrier de Reims Métropole du 9 juillet 2015

J-17

3^{ème} observation

« Le projet prévoit 1200 places de parking. Pour les visiteurs/patients, les places seront-elles gratuites ou payantes ?

Si celui-ci est payant, les gens vont prendre les places de parking gratuites sur la voie publique qui sont dimensionnées pour des habitations à l'heure actuelle. Sera-t-il prévu une augmentation des places de stationnement publiques, dans cette hypothèse ? »

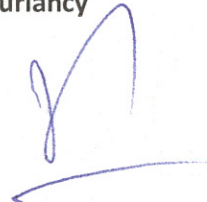
Réponse du Groupe Courlancy

La capacité a été étudiée et calibrée pour l'établissement.

Le parking sera payant comme actuellement.

La gestion des parkings sur le domaine public est du ressort de Reims Métropole.

Dr Jean-Louis DESPHIEUX
Président Directeur Général
Groupe Courlancy



THÈMES ABORDÉS PAR LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

concernant

L'enquête publique relative à une demande de permis de construire présentée par la SA Polyclinique Courlancy pour l'édification, sur le territoire de la commune de Bezannes dans la ZAC, d'un ensemble de constructions à usage de polyclinique.

1^{er} thème relatif au cadrage préalable

L'article R.122-4 du Code de l'environnement précise que tout pétitionnaire peut obtenir de l'autorité compétente pour autoriser le projet de lui préciser le degré de précision des informations qui devront figurer dans l'étude d'impact. A cette fin, le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire doit fournir un certain nombre d'information (Cf. Article R.122-4).

L'autorité compétente consulte les autorités administratives de l'Etat compétentes en matière d'environnement et de santé. Dans son avis, l'autorité compétente précise les éléments permettant au pétitionnaire d'ajuster le contenu de l'étude d'impact à la sensibilité des milieux et aux impacts potentiels du projet. Dans sa réponse, l'autorité compétente indique notamment :

- les zonages, schémas et inventaires susceptibles d'être affectés par le projet ;
- les autres projets avec lesquels les effets cumulés devront être étudiés ;
- la liste des organismes susceptibles de fournir des informations utiles à l'étude d'impact ;
- éventuellement, le périmètre approprié pour l'étude de chacun des impacts du projet.

En outre, une réunion de concertation avec les parties prenantes locales intéressées par ce projet, peut être organisée, à la demande du pétitionnaire ou maître d'ouvrage, par l'autorité compétente pour autoriser le projet, afin que chacune puisse faire part de ses observations sur l'impact potentiel du projet envisagé (Cf. Article L.122-1-2 du Code de l'environnement).

Question du commissaire enquêteur

Ces deux facultés ont-elles été utilisées ?

Réponse du Groupe Courlancy :

Le maître d'ouvrage n'a pas saisi l'autorité compétente pour organiser une réunion de concertation avec les parties prenantes locales intéressées par ce projet afin de requérir les observations de chacun sur l'impact potentiel du projet envisagé.

Le code de l'environnement permet cette possibilité mais tenu par des plannings dans le cadre de la procédure du Permis de Construire, cette contrainte n'a pas permis d'organiser cette réunion.

82h

2^{ème} thème relatif à l'emploi

Question du commissaire enquêteur :

Le projet de polyclinique représente combien d'emplois directs (transférés, créés) et d'emplois indirects (estimation) ?

Réponse du Groupe Courlancy :

Le projet prévoit le transfert de 1100 emplois

3^{ème} thème relatif au coût du projet de polyclinique

L'étude d'impact (page 97) indique un coût des travaux de 88 750 000€ HT.
Des articles de presse annoncent un projet de 140M€.

Questions du commissaire enquêteur

A quoi correspondent ces 140M€ ?

Réponse du Groupe Courlancy

Il s'agit du montant global de l'opération reprenant la totalité des dépenses nécessaires à la construction et aux équipements.

4^{ème} thème relatif au calendrier des travaux

Le dossier d'enquête précise que les travaux seront réalisés en deux tranches :

- de septembre 2015 à décembre 2017 : construction des bâtiments A, B, Clinique et D (barre technique) ;
- de décembre 2018 à novembre 2020, construction du bâtiment C.

Questions du commissaire enquêteur

A ce jour, quel est le calendrier prévisionnel des travaux et la date d'ouverture de la polyclinique ?

Réponse du Groupe Courlancy

Démarrage travaux :

- bâtiments A B et clinique décembre 2015
- bâtiment C 2^{ème} semestre 2016

Livraison

- bâtiments A B et clinique 1^{er} trimestre 2018
- bâtiment C 1^{ème} trimestre 2018

JLD

5^{ème} thème relatif au stationnement

Le rapport d'étude de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité du 30 avril 2015 indique « 899 places de parking » :

- « 341 places pour le parking patients/visites » ;
- « 218 places pour le parking Nord-Ouest » ;
- « 340 places pour le parking Nord-Est » ;

Il est ajouté : « d'autres places sont destinées au personnel ».

Question du commissaire enquêteur

Combien de places de parking sont prévues pour les visiteurs et pour le personnel.

Réponse du Groupe Courlancy

Sur l'ensemble du site sont prévues 1169 places de parking dont 300 places environ pour le personnel et les médecins

6^{ème} thème concernant les effets cumulés

L'étude d'impact indique en page 135 que quatre projets peuvent se cumuler avec le pôle de santé Courlancy (source DREAL/ Champagne-Ardenne) dont le projet CIRMAD Est⁽¹⁾/ (Centre de stockage de données informatiques) situé à Bezannes. Les impacts du projet CIRMAD Est sont parfaitement décrits.

Après avoir cité le projet CIRMAD Est, l'autorité environnementale indique dans son avis (page 4/5) : « Le dossier ne justifie pas l'absence d'une analyse des effets cumulés avec les autres projets recensés ».

Dans sa réponse à l'autorité environnementale, le groupe Courlancy n'a pas répondu à cette observation.

(1) : le maire de Bezannes, interrogé par le commissaire enquêteur sur la localisation du projet CIRMAD Est, a fait savoir que le projet de Centre de stockage était abandonné depuis très longtemps.

Question du commissaire enquêteur

Quelles sont les justifications de l'absence de l'analyse des effets cumulés avec les trois autres projets recensés ?

Réponse du Groupe Courlancy

Le projet n'appelle pas d'effets cumulés avec d'autres projets connus.

Les parcelles actuelles n'ont pas de vocation agricole, de ce fait, elles ne peuvent pas être destinées au plan d'épandage.

Pour ce qui est des autres projets connus soit:

- ils sont abandonnés (CIRMAD Est),
- ils sont trop éloignés de l'opération (société Boulangerie de l'Europe et magasin Leroy Merlin à plus de 3km).

7^{ème} thème relatif à l'évaluation des impacts et aux modalités de suivi des mesures

Pour les impacts concernant « le risque de saturation de certains carrefours de la desserte locale du au trafic généré par le pôle de santé » et « les équipements techniques extérieurs susceptibles de générer des niveaux sonores dépassant les exigences réglementaires en termes d'émergence, notamment en période nocturne », le tableau d'évaluation et de modalités de suivi des mesures (page 137 de l'étude d'impact) indique respectivement deux mesures :

- « une étude ad-hoc doit être envisagée afin de vérifier l'impact du projet sur la circulation routière » ;
- « affiner l'étude acoustique en consolidant les hypothèses de trafic de manière à envisager le besoin en terme de dimensionnement de protections ».

Mais pour ces deux études, le tableau ne précise pas les modalités de suivi des mesures et des effets.

Questions du commissaire enquêteur (Réf : Art.R122-5 du code de l'environnement/ 2^{ème} paragraphe/ Point 7)

Quelles sont les modalités de suivi de ces deux études (ex : calendrier des deux études, estimation des dépenses correspondantes, ...) ?

Nota : selon le maire de Bezannes, les premiers immeubles riverains du projet de polyclinique seront livrés :

- au 2^{ème} semestre 2015 et en 2016, pour « Les Rives du Golf » : 91 logements ;
- en 2017, pour « Les Terrasses du Golf » : 163 logements.

Réponse du Groupe Courlancy

Etudes acoustiques.

Une étude acoustique sera réalisée à la fin de la construction sur la base de l'environnement à la date de livraison.

Le Maître d'ouvrage s'engage à faire effectuer des mesures in situ à la réception aux fins de vérification de la conformité. Les mesures acoustiques seront validées par le contrôleur technique et le Conseil Haute Qualité Environnementale.

Etudes de circulation routière

Cf courrier de Reims Métropole du 9 juillet 2015

Dr Jean-Louis DESPHIEUX
Président Directeur Général
Groupe Courlancy





REIMSMETROPOLE

Le- 9 JUIL. 2015

MONSIEUR THIERRY MALVAUX
COMMISSAIRE ENQUETEUR

Direction des Déplacements
et des Etudes sur les
Espaces Publics

Références
D-LRM2015-2577
AG

Affaire suivie par
Sylvain SACHAU

Téléphone

E-mail

Objet : Enquête publique relative à une demande de permis de construire de la SA Polyclinique COURLANCY, pour l'édification d'une polyclinique dans la ZAC Bezannes

Monsieur le Commissaire enquêteur,

En réponse à votre sollicitation du 10 juin 2015, portant sur l'accessibilité du projet de la clinique Courlancy à Bezannes, je souhaite vous apporter les éléments de réponse suivants :

Pour mémoire, l'avenue de Champagne, et en particulier le rond-point de Champagne, ont été réalisés par l'Etat, et dimensionnés notamment pour accueillir l'échangeur autoroutier du contournement de Reims par l'A4. Cet échangeur était initialement prévu dans l'actuelle emprise de la ZAC Bezannes, et devait être branché sur le rond-point de Champagne, avant d'être déplacé de l'autre côté de la LGV, à Champfleury.

Puis, suite à la décision d'implantation de la gare TGV à Bezannes, la ZAD, puis la ZAC ont été créées. Dans le cadre de la DUP sur le projet d'urbanisation de la ZAC de Bezannes, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve, et l'opération a été déclarée d'utilité publique par le Préfet le 21 décembre 2005.

De plus, par la décision de Reims Métropole, la desserte de la ZAC a ensuite été améliorée par la mise en service en avril 2011, d'un réseau de tramway, avec une ligne desservant la gare TGV Champagne Ardenne et la ZAC, accompagnée par la réorganisation du réseau de bus introduisant de nouvelles dessertes bus de la gare TGV et de la ZAC.

Reims Métropole a d'ores et déjà engagé des actions pour améliorer la situation sur ce secteur, dans le cadre des réflexions du Plan de Déplacements Urbains, et également faisant suite à l'étude réalisée par EGIS. Ces aménagements sont réalisés au fur et à mesure de l'urbanisation et de l'avancement des besoins.

Ainsi, les actions déjà réalisées sont les suivantes :

- Accessibilité en transports en commun :
 - . Tramway : desserte actuelle de 80 passages aller-retour, soit 16 000 places ;
 - . Bus - ligne 13 : modification du tracé le 6 juillet 2015, pour mieux desservir la ZAC ; 42 passages allers-retours, soit 3 360 places disponibles ;

Toute correspondance
doit être adressée à
Mme la Présidente
de REIMSMETROPOLE
Hôtel de la Communauté
3, rue Eugène Desteuque
51100 Reims



- . Bus – ligne 12 : prolongement de cette ligne qui, depuis le 6 juillet 2015, relie Cormontreuil, Murigny et la ZAC Bezannes, jusqu'à la gare TGV Champagne-Ardenne ; 76 passages allers-retours, soit 6 080 places disponibles.
- Accessibilité routière dans la ZAC Bezannes : réaménagement de l'avenue Jean Monnet avec création d'un giratoire et mise à double sens de la rue Jules Méline, pour faciliter l'accès à la clinique.
- Accessibilité piétonne et cyclable : prise en compte des mobilités actives sur l'ensemble des voies de la ZAC et depuis les voies d'accès à la ZAC, et complété par la création d'un mail piéton-cycles le long du tramway, reliant Reims à la gare TGV (promenade Jacques Monod et esplanade Alfred Nobel).
- Stationnement public sur voirie : limitation de l'offre publique gratuite sur voirie n'offrant pas de surcapacité aux besoins de la ZAC afin de ne pas induire un flux automobile non souhaité.

Actions prévues au plus tard pour la mise en service de la clinique :

- Accessibilité en transports en commun :
 - . Création d'une station tramway Intermédiaire, et située au droit de l'entrée de la clinique ;
 - . Déplacement des arrêts de la ligne de bus n°12 au plus près de l'entrée de la clinique.
- Accessibilité routière (travaux en cours) :
 - . Prolongement de la rue Louis Renault avec accès allée du Vignoble et rue Joliot Curie ;
 - . Bouclage du réseau viaire de la ZAC, avec création de 2 traversées routières de la ligne de tramway (rues Alfred Kastler et rue Louis Renault).
- Accessibilité piétonne et cyclable : sur les voies et au niveau de la station tramway à créer.

Actions envisagées à moyen et long terme : en cours d'études

- Aménagement de l'extrémité de l'avenue Jean Monnet pour faciliter l'insertion des véhicules sur l'avenue de Champagne ;
- Amélioration des dessertes TER, dans le cadre de l'étude des mobilités du triangle marnais visant à favoriser les mobilités alternatives à la voiture notamment sur l'axe Reims-Epernay passant par l'avenue de Champagne.
- Aménagement de l'avenue de Champagne et de ses giratoires en lien avec le Conseil Départemental ;
- Evolution possible du réseau de bus au fur et à mesure de l'urbanisation de la ZAC.
- Reims Métropole prévoit également de conserver en réserves foncières les emprises nécessaires à un éventuel prolongement de la ligne de tramway jusqu'à l'avenue de Champagne.
- Création d'un parking relais en entrée de ZAC coté avenue de Champagne.
- Amélioration de la desserte TC par un tracé utilisant l'avenue de Champagne reliant la ZAC au centre-ville.
- Bouclage de la rocade extérieure sud par la réalisation du barreau Reims-Tinqueux/Ormes.

De plus, si le programme de la ZAC a évolué depuis sa création, notamment avec le projet de clinique, il n'aggrave en rien les difficultés de circulation. En effet, la clinique, génère des flux de circulation plus étalés que les heures de pointe induites par les flux des bureaux.



Globalement, les prévisions de circulation routière projetées à terme ne montrent pas de problème au sein de la ZAC, ni même pour y accéder. La principale problématique de circulation se situe sur l'avenue de Champagne, et n'est pas liée au projet de création de la clinique.

Aussi, il est à noter que les conditions d'accessibilité routière à la clinique offertes par la localisation sur la ZAC de Bezannes ne seront pas dégradées au regard de la situation actuelle offertes par les sites situés aujourd'hui en centre-ville.

Enfin dans le cadre des réflexions en cours pour la révision du Plan de Déplacements Urbains de Reims Métropole, il a été défini que l'organisation de la circulation automobile dans l'agglomération doit permettre de rationaliser l'usage de la voiture dans les secteurs où elle est dispensable au profit de modes plus capacitaires et de l'optimiser là où elle est indispensable ou utile pour permettre à chacun de se déplacer dans le territoire. Ainsi, un juste équilibre devrait émerger, reposant notamment sur les objectifs suivants :

- Proposer des alternatives aux liens actuels inter-quartiers via des itinéraires de rocades qui restent à valider (Infrastructures à créer pour compléter le réseau routier).
- Favoriser les usages partagés de l'automobile (covoiturage, autopartage).
- Adopter une stratégie pragmatique et contextualisée en matière de stationnement hors centre-ville (P+R, PLU, zones d'activités, etc...).

Pour conclure, je souhaite également vous informer que toutes ces actions et ces réflexions se doivent d'intégrer les objectifs de Plan de Protection de l'Atmosphère portant particulièrement sur la qualité de l'air de notre territoire et visant à une amélioration du cadre de vie. Ceci nous impose de proposer à nos concitoyens d'autres solutions de mobilité que le « tout automobile ». C'est pourquoi, dans le cadre du Plan de Déplacements Urbains en cours, des actions d'accompagnement au changement de pratiques de mobilités sont envisagées comme la mise en place d'une centrale de mobilités, le renforcement de nos actions de sensibilisation ainsi que l'aide à la mise en place de Plan de Déplacements Inter-Entreprises au sein de nos parcs d'activités dont la ZAC de Bezannes.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, mes salutations distinguées.

**La Députée de la Marne
Présidente de Reims Métropole**

Catherine VAUTRIN

